



Communiqué de presse

94/20

Montreuil, le 26 octobre 2020.

Communiqué de la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics (FSESP) :

ORPEA met la santé de ses salarié.e.s et résident.e.s en danger

Bruxelles (23 octobre 2020). Alors que la France connaît une crise sanitaire majeure avec 40 000 nouveaux cas de Covid-19 par jour et 165 décès, la direction du groupe ORPEA, l'un des leaders européens du secteur de la dépendance, continue d'ignorer les mesures de santé publique mises en place par le gouvernement français pour protéger la vie des citoyens. La direction a décidé d'organiser une réunion en présentiel avec des délégués venant de toute l'Europe (Allemagne, Autriche, Belgique, Pologne, France, Espagne, Italie, etc.), mettant ainsi en danger leur santé. La direction a par ailleurs refusé d'organiser une visio conférence. Le but évident étant de mettre en péril le travail du groupe de négociation pour établir un comité d'entreprise européen.

Cette réunion, organisée à la dernière minute, est censée avoir lieu dans un lieu difficilement accessible de la campagne alsacienne ; région mise sous couvre-feu en raison de l'urgence sanitaire et du nombre inquiétant de nouvelles contaminations liées au Covid-19.

Les membres du Groupe Spécial de Négociation (GSN) ont fait part de leurs inquiétudes liées à cette réunion (mesures sanitaires imprécises, longs et complexes trajets pour s'y rendre, absence de proposition concrète d'accord envoyée suffisamment à l'avance) et ont proposé la tenue d'une réunion en ligne permettant ainsi la continuité sereine du processus de négociation. Cette proposition a été balayée d'un revers de main par le groupe, sans aucune explication.

La direction du groupe ORPEA, faisant peu de cas de la santé de ses salariés et des résidents des établissements dans lesquels ceux-ci travaillent, s'entête à saboter le processus de négociation pour mettre en place une instance d'information et consultation au niveau européen, en accord avec les législations européennes et françaises.

La FSESP condamne ce comportement irresponsable d'ORPEA envers ses salariés et le processus pour établir une instance d'information et consultation au niveau européen. Les hôpitaux sont débordés par l'afflux de patients atteints par le Covid-19 et les systèmes de santé publique sont sur le point de s'effondrer. La direction d'ORPEA semble toutefois plus soucieuse de refuser à tout prix certains droits à ses salariés. La FSESP travaillera avec les syndicats pour assurer la sécurité des membres du GSN, de leurs familles et des résidents des établissements dans lesquels ils travaillent. Nous nous pencherons ensemble sur les suites à donner à cette situation et examinerons la meilleure façon de faire respecter les droits des travailleurs en matière d'information et de consultation.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : Guillaume Durivaux (gdurivaux@epsu.org)

Contexte :

Au nom des représentants des travailleurs et des délégués syndicaux représentant les travailleurs au sein du groupe ORPEA, la FSESP a demandé l'ouverture de négociations en vue de la création d'un Comité d'Entreprise Européen en novembre 2017. Malgré les propositions du groupe spécial de négociation, la direction n'a fait aucun retour sur le texte avant le 22 octobre, soit un jour avant la réunion du 23 octobre. Les délégués ont demandé un autre format de réunion (vidéoconférence) qui ne mettrait pas en danger leur santé et leur sécurité et qui serait conforme aux mesures sanitaires en vigueur. Les délégués de tous les pays ont refusé de participer.





La direction a proposé un texte qui reflète les prescriptions subsidiaires inscrites dans la directive européenne, soit le minimum légal que l'entreprise est obligée de respecter, après trois ans depuis le début des négociations.

ORPEA est une société multinationale française qui fournit des soins aux personnes âgées et dépendantes. C'est l'un des leaders dans le secteur en Europe. Son comportement contraste fortement avec celui d'autres entreprises du secteur et à plusieurs fois par le passé fait preuve de comportement anti-syndical.

EPSU is the European Federation of Public Service Unions. It is the largest federation of the ETUC and comprises 8 million public service workers from over 265 trade unions; EPSU organises workers in the energy, water and waste sectors, health and social services and local, regional and central government, in all European countries including the EU's Eastern Neighborhood. EPSU is the recognized regional organization of Public Services International (PSI).

For more information please go to: <http://www.epsu.org>
